



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 109 / 4 MAI 88

LE NOUVEL AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A MANAGUA : UNE PIECE DU PUZZLE CONTRAGATE .

Les Etats-Unis viennent de nommer Richard Melton nouvel ambassadeur au Nicaragua. L'ANN a mené l'enquête sur cet ancien directeur des affaires centraméricaines et a découvert des documents qui font la lumière sur le rôle qu'il a joué dans le Contragate.

3ème REUNION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LA CONTRA: DE MAIGRES RESULTATS . La dernière rencontre au plus haut niveau entre le gouvernement du Nicaragua et la Contra n'a pas eu de résultats très concrets. La délégation des forces irrégulières semble atteinte du syndrome de Sapoá: tout progrès décisif vers la paix lui fait peur comme facteur possible de divisions supplémentaires. Cependant, les négociations ne sont pas rompues.

SAPOA, UN SEISME POLITIQUE A L'INTERIEUR DE LA CONTRA . Les accords de Sapoá ont ouvert de profondes fissures à l'intérieur de la Contra: à l'intérieur de la direction militaire, entre celle-ci et la direction politique, entre cette dernière et l'assemblée des exilés à Miami, et entre la base et le sommet. Le moment est même arrivé des éliminations physiques. S'il est vrai que les divergences affaiblissent la position de la Contra, elles risquent cependant d'empêcher la signature du cessez-le-feu définitif.

L'OPPOSITION, UN AUTRE INSTRUMENT DE LA MAISON BLANCHE ? L'attitude des partis de l'opposition, y compris "de gauche", fait le jeu des Etats-Unis puisqu'elle fournit à la Contra les prétextes dont elle a besoin pour éviter de signer la paix. L'opposition jouera-t-elle jusqu'au bout la carte de la "chilénisation" qui fait partie de la nouvelle donnée de la Maison Blanche?

UN ESPOIR DE CHANGEMENT DANS LA COMMERCIALISATION DE LA BANANE . Face aux multinationales qui monopolisent la commercialisation des bananes, et afin de lutter contre l'embargo imposé par les Etats-Unis au Nicaragua, la société suisse GEBANA tente d'ouvrir de nouveaux marchés en Europe. Une manifestation de solidarité qui remet en cause les structures injustes de l'ordre économique international.

MANAGUA, LE TEMPS RETROUVE . Modes disparues, bus un peu spéciaux et jeeps de la garde somoziste effacés par l'histoire: c'est avec humour et sans nostalgie que Raquel Fernandez évoque Managua d'hier et d'aujourd'hui.

PANAMA: UN PAYS ENCORE DEBOUT . Le nouveau ministre des Affaires étrangères du Panama, J. Ritter, a répondu aux questions de notre envoyé spécial. Face aux sanctions économiques des Etats-Unis et après les troubles récents provoqués par la droite, il réaffirme la volonté de son gouvernement de faire respecter le traité Torrijos/Carter qui s'inscrit dans le contexte de l'indépendance latino-américaine.

PANAMA: SANCTIONS ECONOMIQUES OU INTERVENTION MILITAIRE ? Alors que le Panama subit une crise économique sans précédent provoquée par les Etats-Unis, le dirigeant du parti démocrate chrétien demande des sanctions économiques encore plus fortes. Pourtant, la situation commence à léser les intérêts de ceux qui soutiennent le mouvement d'opposition au général Noriega. La "croisade civique" perd d'autant plus d'audience qu'elle réclame, avec l'ex-président E. Delvalle, l'intervention militaire des Etats-Unis.

EN BREF :

- CELEBRATION DU 1er MAI
- SECHERESSE : PREMIER BILAN DE L'AIDE INTERNATIONALE

40 P 11481

**LE NOUVEL AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS
A MANAGUA : UNE PIECE DU PUZZLE
"CONTRAGATE".**

par Robert Cohen

New York, (ANN). Tandis qu'Oliver North et John Poin-dexter sont jugés par les tribunaux étatsuniens pour leur implication dans l'aide illégale aux contras nicaraguayens, un autre conspirateur du scandale du "Contra-gate", moins notoire, a reçu en récompense de sa participation au complot la représentation diplomatique de son pays à Managua, poste qu'il occupe depuis le 13 avril.

Richard Melton, nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Nicaragua, a joué depuis le département d'Etat où il a occupé la charge de directeur des affaires centraméricaines, un rôle-clé dans ce que l'on appelle le "projet démocratie", que North a coordonné secrètement au sein du conseil de sécurité et qui avait pour but de continuer la guerre contre le Nicaragua entre 1984 et 1986, lorsque le Congrès avait suspendu l'aide aux contras.

L'ANN a obtenu une série de documents officiels portant à l'origine la mention "secrets/sensibles" mais qui ont ensuite été déclassés lors de l'enquête du Congrès sur le scandale. Ils mettent en lumière le degré de participation de Melton, en tant que bras droit du sous-secrétaire d'Etat Elliot Abrams, dans les efforts pour financer la Contra par d'autres moyens et de consolider un "front sud" contre le Nicaragua à partir du Costa Rica.

Il s'agit de huit mémorandums que Melton a adressés à ses supérieurs dans le courant du mois de mai 1986 et qui ont été fortement censurés avant d'être mis à la disposition des enquêteurs du Congrès. Les documents portent sur les contacts réguliers que Melton maintenait avec le général John Singlaub, président de la "ligue mondiale anticommuniste" - une organisation de type fasciste - et figure centrale du réseau de soutien aux mercenaires créé afin d'esquiver les restrictions imposées par le Congrès.

Au cours d'une réunion qui s'est tenue le 8 mai 1986, d'après le premier mémorandum, Singlaub a soumis trois affaires urgentes à Melton: premièrement la nécessité d'envoyer au chef Contra Eden Pastora une aide "symbolique" en uniformes, bottes et munitions afin d'éviter la dissolution imminente du "front sud". Deuxièmement, une demande de soutien officiel pour une collecte de fonds au profit des contras que le général allait entreprendre cette semaine-là en Asie. On ignore quelle a été la troisième affaire abordée par Singlaub au cours de cette réunion, car la référence qui y correspond est totalement censurée dans la version du mémorandum remise au Congrès.

En ce qui concerne le premier point, Melton a recommandé à Abrams d'appeler Adolfo Calero et de lui don-

ner le feu vert du gouvernement des Etats-Unis pour qu'il fasse transférer les équipements militaires entreposés dans les hangars du principal groupe mercenaire au Honduras, la FDN/UNO, au groupe de "ARDE" commandé par Eden Pastora et basé sur le territoire du Costa Rica.

L'aide à Pastora faisait partie d'un "arrangement" orchestré par Singlaub et destiné à surmonter les différends existant entre Pastora et les Somozistes, dans le but de maintenir la coordination des deux fronts de combat contre l'armée sandiniste. Six jours plus tard, Melton rapporte à Abrams qu'il a transmis à Singlaub "les décisions sur l'aide à Pastora", à savoir: "J'ai dit à Singlaub qu'apparemment Pastora avait quitté le ring. Nous avons essayé de le convaincre de se rendre à Washington pour discuter de sa situation, mais jusqu'à présent nous ne sommes arrivés à rien. Dans ces circonstances, il n'y avait plus personne à qui envoyer l'aide.

Singlaub n'était pas d'accord. Pour lui, il était plus que jamais important d'envoyer un chargement symbolique à Pastora, car il était probable qu'on arriverait à le convaincre de reconsidérer sa décision d'abandonner la lutte. Singlaub a dit qu'il avait confirmé, pas plus tard que la veille, que le matériel était prêt à être remis immédiatement à Pastora. Il ne restait plus, selon ce que Singlaub affirmait, qu'à communiquer la décision à Calero".

Dans un aide-mémoire que Melton a adressé à Abrams le 22 mai, veille du jour où ce dernier devait rencontrer Singlaub, le diplomate a fait quelques suggestions à son chef. Il lui a proposé de dire au général: "J'aurais voulu envoyer le matériel à Pastora, mais nous n'avons pas pu arranger les choses avant que les commandants (de ARDE) rompent avec lui".

D'après Melton, Abrams devait insister sur le fait que "Pastora a encore un rôle à jouer dans la lutte de la résistance. Il n'y a qu'un Eden Pastora. La décision du BOS (bloc d'opposition du sud) de lui donner un poste de direction m'encourage". Enfin il lui demande de dire: "Nous maintenons notre offre à Pastora de lui fournir une aide provenant des 100 millions" de dollars que la Maison Blanche avait demandés au Congrès.

Outre qu'ils donnent une vision de l'intérieur de la participation de Melton et de ses supérieurs dans les activités illégales destinées à renverser le gouvernement du Nicaragua, ces documents font toute la lumière sur le degré de subordination des leaders de la Contra aux bureaucraties du gouvernement de Reagan.

Singlaub n'a pas eu de chance non plus avec sa deuxième requête. Le 10 mai, il partait en Asie en quête de 10 millions de dollars pour les contras que deux gouvernements amis semblaient prêts à donner. Les noms de ces deux pays sont censurés sur les documents, mais il est proba-

ble qu'il se soit agi de Taiwan et de la Corée du Sud. Dans le but de garantir ces dons, Singlaub souhaitait que la Maison Blanche fasse part de son consentement aux autorités de ces deux pays.

Dans son mémorandum daté du 8 mai, Melton rapporte à son supérieur: "Singlaub part en direction de ... (censure). Entre autres, il se propose de recueillir des fonds (10 millions de dollars) afin de soutenir la résistance nicaraguayenne jusqu'à ce que notre législation soit approuvée. Par le biais d'intermédiaires, il a demandé des rendez-vous avec ... (censure) des deux Etats. Il veut notre approbation ... (censure) au bon moment. Pour l'instant, il souhaiterait que nous en informions ... (censure). Singlaub sera présent à ... (censure) pour une "mission conforme à la politique de la Maison Blanche" ou quelque chose comme cela. Commentaire: la manière la plus simple de mener l'affaire serait à travers le téléphone "SUR" (secure phone en anglais). Il manquerait l'approbation du conseil de sécurité. ... (censure) devra être informé. Ce sera sans doute plus compliqué que ça ne devrait l'être. Singlaub m'appellera chez moi le 10 mai pour que je l'informe du statut de sa demande".

Il semble que la Maison Blanche ait d'abord approuvé la requête et que presque aussitôt elle ait changé d'avis. Dans le mémorandum daté du 14 mai, Melton rapporte à Abrams qu'il a informé Singlaub de la décision suivante: "La décision antérieure de transmettre le message que vous avez demandé a été reconsidérée. L'avis ici est que ce n'est pas le meilleur moment pour le faire. Bouger maintenant pourrait compliquer d'autres affaires prioritaires dont vous avez connaissance".

Dans son mémorandum du 22 mai, Melton prépare Abrams à répondre à Singlaub sur la question de la collecte de fonds en Asie. Voici ses recommandations:

"Singlaub est un bon soldat, et, sur notre demande, il a suspendu ses démarches auprès de ... (censure). Il souhaiterait entendre vos explications afin de comprendre pourquoi elles étaient si inopportunes. Points à border: nous considérons de grande valeur votre disposition à annuler vos démarches auprès de ... (censure) sur la base de renseignements aussi incomplets. D'importantes considérations de sécurité nationale étaient en jeu (expliquer). La collecte de fonds privés est un élément-clé de notre stratégie (expliquer). ... (censure)".

Dans son mémorandum du 28 mai, Melton rapporte que Singlaub insiste sur la nécessité d'obtenir de nouveaux fonds pour la Contra: "Singlaub, qui vient de parler avec A. Calero, à Miami, s'est montré optimiste quant aux perspectives d'unité au sein de l'UNO (union nicaraguayenne d'opposition) mais très pessimiste sur la capacité des forces de la Résistance à survivre sans nouveau financement. Se fondant sur ses conversations avec Calero, Singlaub a transféré des fonds d'un compte à l'étranger sur un compte aux Etats-Unis, afin de faciliter

un déboursement rapide en cas de besoin... Il a demandé s'il ne conviendrait pas de réactiver sa proposition pour obtenir un financement auprès de ses sources à ... (censure)".

Le dernier mémorandum (du 29 mai) indique que la réponse s'est avérée négative: "J'ai transmis au général Singlaub le message suivant d'Elliot Abrams: la situation de la levée de fonds reste la même, à savoir qu'il est encore prématuré de relancer vos efforts auprès de ... (censure). Nous vous exhortons à poursuivre vos autres activités. Nous ne sommes pas actuellement en condition d'obtenir la caution du gouvernement des Etats-Unis pour vos efforts visant à recueillir des fonds à l'étranger".

La raison de "sécurité nationale" pour laquelle la Maison Blanche ne voulait pas cautionner officiellement les démarches de Singlaub était que Washington avait entrepris ses propres tractations pour recueillir des fonds pour la Contra et qu'on ne voulait pas compliquer les choses. L'affaire de l'échange d'armes contre les otages retenus en Iran était amorcée et les gains de l'opération allaient revenir aux contras et servir à créer un réseau aérien pour les approvisionner.

La Maison Blanche avait obtenu des dons de la part de gouvernements étrangers (32 millions de dollars dans le cas de l'Arabie Saoudite) et des missions spéciales pour recueillir des fonds (Abrams auprès du Brunei et le directeur de la CIA, William Casey, auprès du régime raciste d'Afrique du Sud) étaient en cours. Les deux gouvernements que Singlaub voulait contacter ont finalement apporté leur contribution: un million de dollars pour Taiwan et une somme indéterminée pour la Corée du Sud.

Autre motif, moins évident, était le rôle que le gouvernement de Reagan voulait faire jouer à Singlaub: celui de "paratonnerre" (comme le général devait le confirmer par la suite) dont le but était d'attirer l'attention de la presse sur celui qui apparaissait comme le personnage principal du soutien aux contras, alors que parallèlement Washington maintenait son propre réseau dirigé directement depuis les caves de la Maison Blanche. Dans la mesure où le Congrès et les médias identifiaient Singlaub comme étant le principal instigateur de l'aide privée aux contras, l'autre réseau, soutenu par le président lui-même, jouissait d'une marge de manoeuvre plus large et d'un secret plus grand pour opérer.

Elliot Abrams et Richard Melton sont pratiquement les seuls impliqués dans ce réseau à avoir survécu au scandale. Des têtes sont tombées au Conseil de sécurité et à la CIA, mais la politique de Washington vis-à-vis du Nicaragua est toujours entre les mains d'extrémistes du même genre. Depuis les accords d'Esquipulas et de Sapoá, leur poids spécifique à l'intérieur du gouvernement de Reagan et leur influence sur les événements ont diminué. Un secteur plus pragmatique et plus réaliste de la

Maison Blanche cherche, aux côtés du Congrès, une issue à ce qui s'est révélé être une politique désastreuse pour les Etats-Unis.

Mais tout indique qu'Elliot Abrams et son bras droit Richard Melton ne se résignent pas à l'arrangement définitif qui commence à se profiler et qu'ils continuent à donner des instructions à la fraction de la Contra opposée à toute solution politique d'un conflit qui dure depuis huit ans.

3ème REUNION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LA CONTRA: DE MAIGRES RESULTATS

par Sergio Ferrari.

Managua, (ANN). Bien que l'intransigeance de la Contra n'ait pas permis d'atteindre des résultats significatifs lors de la 3ème réunion au plus haut niveau qui s'est tenue à Managua du 28 au 30 avril, on peut cependant considérer comme positif que le processus de négociation reste ouvert.

Après trois jours de travail et pour la première fois depuis la rencontre de Sapoá, il n'y a pas eu de communiqué commun ni confirmation de la date de la prochaine réunion (qui devrait se tenir la deuxième semaine de mai) ni définition exacte de l'endroit où elle aura lieu. A ce propos, l'attitude de la Contra a été frappante: elle qui pendant des mois a revendiqué que les négociations se passent au Nicaragua, faisant à plusieurs reprises de cette demande une condition sine qua non de la discussion, cette fois-ci elle s'y est opposée. Cela dénote un certain recul dans le va et vient du processus de négociation.

Pourtant, l'accord pour continuer en mai les conversations bipartites de même que certaines convergences sur 16 des 32 points en discussion empêchent que le bilan soit complètement négatif, surtout si l'on tient compte de la complexité de ce qui est en jeu.

Lors de cette 3ème rencontre, le gouvernement a mis sur la table une proposition appelée "accord extraordinaire pour la distribution de l'aide humanitaire aux forces irrégulières". Il s'agissait de désentraver les conversations alors que la Contra posait comme condition de n'avancer sur aucun point de fond avant d'avoir résolu cet aspect de l'aide matérielle aux groupes qui sont sur le terrain. Paradoxalement, la Contra a refusé que ce soit le comité international de la Croix Rouge qui s'en charge, rejetant ainsi la proposition faite à l'origine par Joao Baena Soares, secrétaire général de l'OEA et témoin des conversations.

Elle a d'ailleurs également refusé de prolonger de 30 jours supplémentaires le cessez-le-feu provisoire convenu à Sapoá qui se termine le 30 mai prochain. La justification de la Contra est superficielle: "Nous ne voulons

pas être considérés comme des réfugiés". Mais le prix à payer pour ce refus devant l'opinion internationale risque d'être élevé. Reconnue de tous pour son action impartiale et humanitaire dans les grands conflits de ce siècle, la Croix Rouge Internationale a la réputation d'être un organisme neutre par excellence. Elle possède d'autre part l'infrastructure nécessaire pour mener à bien des missions comme l'approvisionnement des forces irrégulières.

La Contra a cependant accepté de prendre comme base de discussion la proposition en 32 points que le gouvernement avait faite lors de la dernière réunion au plus haut niveau: les deux parties sont arrivées à des accords partiels sur la moitié des articles du document, sans pour autant élaborer une déclaration officielle. "Nous sommes arrivés aux aspects de fond, il est normal que la discussion se tende" a déclaré le ministre de la défense Humberto Ortega, qui a réaffirmé la volonté du gouvernement de continuer le processus pour atteindre le cessez-le-feu définitif.

Les contradictions internes de la Contra ont été un facteur de pression sur sa direction et ont empêché d'obtenir des résultats concrets. En effet, on commence à observer dans certains secteurs le "syndrome de Sapoá": toute possibilité d'avancer et d'arriver à la signature officielle de documents accompagnés d'un calendrier d'exécution leur fait peur à cause du risque qu'elle comporte de provoquer de nouvelles fractures aux conséquences fatales.

C'est cette réalité aussi complexe que décisive qui a amené la délégation du gouvernement et ses conseillers Hans Wischnewski, dirigeant social-démocrate allemand et Paul Reichler, avocat étatsunien, à rendre la fraction la plus radicalement somoziste que dirige E. Bermudez ainsi que l'Administration de R. Reagan en la personne d'Elliot Abrams, sous-secrétaire d'Etat aux affaires latino-américaines.

Le 1er mai, s'adressant aux travailleurs, le président Ortega a répété l'antinomie qui caractérise le processus de négociation: soit "l'on avance vers une paix définitive", soit "nous nous verrons obligés à lancer une offensive militaire bien plus importante que l'opération Danto" déclenchée début mars et qui a été le coup le plus dur porté à la Contra ces dernières années.

Tout indique que, si pour le gouvernement la discussion est un processus flexible où dates et délais sont négociables, cependant le contexte en est bien défini. Ce n'est pas la marche de la révolution qui est en discussion, mais la façon dont les forces irrégulières vont se désarmer et se réintégrer à la vie civile et politique. Il ne faut pas perdre de vue que ce désarmement de la Contra, qui représente dans le fond une reddition, n'est pas facile à assumer pour des forces qui ont toujours voulu se présenter comme une alternative de pouvoir au Nicaragua.

SAPOA, UN SEISME POLITIQUE A L'INTERIEUR DE LA CONTRA

par Sergio Ferrari.

Managua, (ANN). Le 3 avril, en donnant l'ordre à ses troupes de ne pas entrer en contact avec l'armée sandiniste et même "d'ouvrir le feu sur tout civil qui tenterait de s'approcher", la direction militaire de la Contra essayait de reprendre le contrôle de l'organisation et d'éviter que la situation ne s'aggrave.

Trois jours après, pourtant, le major Largaespada et le responsable de la zone de Pantasma (département de Jinotega, à 200 km au nord de Managua), discutaient, entre autres, des accords de Sapoá avec "Donald", le chef du commando régional de la Contra. C'était l'un des nombreux dialogues sur le terrain qui ont commencé au début du mois d'avril, surtout dans les régions de Jinotega, Matagalpa et Las Segovias, zones frontalières avec le Honduras et où la Contra a le plus opéré depuis le début de la guerre.

Parallèlement, des rencontres entre les contras et leur famille se sont produites à un rythme tout aussi rapide. Elles ont eu lieu dans la région de Las Segovias (Las Vigas, Jiquelite et Kalautu), avec l'autorisation de l'armée et sur accord mutuel.

"Les accords de Sapoá sont un véritable séisme politique" a reconnu Alfredo Cesar lors de la réunion de Managua. Même si Enrique Bermudez, chef militaire de la FDN, a déclaré 10 jours après "nous sommes unis", attribuant les échos de divergences internes à "la désinformation des Sandinistes qui essaient de nous saper le moral", depuis Sapoá, nombreux sont les indices de dissensions, fissures qui, après un mouvement sismique, comme l'a appelé A. Cesar, s'ouvrent en failles horizontales et verticales.

Le changement, d'une réunion à l'autre, des chefs militaires - il y en a eu 13 au total -, l'absence à la seconde étape des négociations d'Aristides Sanchez, qui a occupé des positions-clés dans la discussion des aspects militaires et la démission rapide de Jaime Morales, responsable de la première délégation sont pour les observateurs autant de signes de désintégration.

Au point que, lors de la dernière réunion au plus haut niveau à Managua, ce sont 2 chefs sans aucun poids à l'intérieur de la "résistance" qui sont venus négocier. Walter Calderón (Toño) et Diogenes Hernandez (Fernando), qui ont signé les accords de Sapoá, ont été arrêtés par Bermudez, selon le "Washington Post" du 19 avril, et ont été expulsés de l'organisation à cause de leur position en faveur de Sapoá. Par ailleurs, le chef contra Gustavo Herdocia a été assassiné par un commando de la FDN aux ordres de E. Bermudez: certains membres de la délégation qui est venue négocier lors de la troisième rencontre avec le gouvernement nicaraguayen ont du se

cache au Honduras dans les jours qui ont précédé leur voyage à Managua pour éviter de subir le même sort. Bermudez a réorganisé l'état-major: Juan Rivas (Quiche) devient le responsable militaire numéro deux. Il fait partie de la délégation venue à Managua le 28 avril.

Ces divergences dans la direction militaire constituent un premier niveau de contradictions. Un deuxième est visible à travers les dissensions entre les dirigeants qui ont signé à Sapoá et la fraction la plus somoziste dont E. Bermudez, le plus opposé à la solution politique, est le leader. Il se manifeste aussi dans les hésitations d'Adolfo Calero, Alfredo Cesar, Azucena Ferrey et Pedro Joaquín Chamorro au moment de signer, à Managua, un cessez-le-feu plus stratégique, comme l'établissait le calendrier décidé à Sapoá.

Ces contradictions sont arrivées à leur comble le week-end dernier lors de la réunion de la direction de la Contra à Tegucigalpa (Honduras). C'est avec beaucoup de difficultés que les participants sont arrivés à reconstituer, de façon transitoire, la structure de direction, bien que le prix à payer dans un avenir proche sera certainement élevé.

A. Calero a tenté de faire un coup d'Etat interne, mais sans résultat, car Alfredo Cesar s'est rangé du côté de Bermudez pour éviter son éviction. La presse étatsunienne a annoncé un changement probable de la direction dans les 3 semaines qui viennent. Mais les contradictions au sein de la direction militaire, et entre celle-ci et la direction politique, ne rendent pas compte de toutes les divergences internes de la Contra.

La polémique à l'intérieur de l'assemblée de la "résistance", qui siège à Miami et qui doit théoriquement ratifier les décisions de la direction, a surgi au moment où commençait la première rencontre avec le gouvernement à Sapoá. Silvio Arguello, ex-viceprésident de Somoza et leader du parti libéral nationaliste n'a pas hésité à affirmer aux Etats-Unis que cette instance "peut ne pas reconnaître les accords". Il a fait cette déclaration peu de temps avant que les Nicaraguayens exilés au sud des Etats-Unis (environ 100'000 personnes) expriment publiquement leurs divergences voire même, en plusieurs occasions, manifestent une rupture irréversible à l'intérieur de leur groupe.

Plus que les affrontements qui secouent la direction de la Contra, ce qui se passe, depuis l'établissement du cessez-le-feu temporaire, du côté des commandos se trouvant à l'intérieur du pays est très significatif.

La réalité vécue dans le nord du Nicaragua n'a rien à voir avec la volonté de continuer indéfiniment une guerre au cours de laquelle les combattants de la Contra ont payé un prix élevé, surtout dans la période qui a précédé la

première réunion de Sapoá. Les rencontres bilatérales avec les officiers sandinistes, malgré les ordres de Bermudez, les visites de familles assurées par l'armée, les accords dans certaines zones pour que la Contra reçoive des aliments et des vêtements, des permis pour visiter des coopératives, des centres agricoles et urbains, le respect à 98 % du cessez-le-feu en sont des exemples.

D'ailleurs 1'600 contras se sont déjà regroupés, de fait, dans des zones provisoires en attendant la signature du cessez-le-feu définitif et ont exprimé leur espoir que l'on parvienne à la paix.

Enfin, au moment où s'ouvrait à Managua la troisième réunion au plus haut niveau, on a appris que E. Bermudez était confronté à une véritable rébellion: 28 des principaux chefs militaires ont exigé son expulsion dans une déclaration publique où ils l'accusent de "tendances dictatoriales et de corruption".

Pourtant, la division de la Contra a des effets contradictoires pour le gouvernement sandiniste. D'un côté, elle a pour conséquence que, si la guerre continue, la capacité militaire des forces irrégulières sera réduite à la fraction qui suit Bermudez. Mais à court terme et dans le cadre d'une solution politique, l'hétérogénéité de la direction menace en partie les efforts de négociation et limite la possibilité d'un cessez-le-feu définitif.

L'OPPOSITION, UN AUTRE INSTRUMENT DE LA MAISON BLANCHE ?

par Roberto Garcia Boza.

Managua, (ANN). Le sous-secrétaire d'Etat aux affaires latinoaméricaines, Elliot Abrams, a comparu devant une commission spéciale de la Chambre des Représentants qu'il a essayé de convaincre d'accorder davantage de fonds à l'opposition nicaraguayenne. C'est pourquoi les observateurs se demandent s'il n'y a pas plus que des coïncidences entre les activités de celle-ci et les plans de R. Reagan.

Depuis plusieurs mois, des unions contre nature se sont produites entre les partis de l'opposition et l'on a vu le parti communiste s'entendre avec l'ultraconservateur conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). C'est pourquoi les dénonciations du président Ortega prennent corps, qui avertissaient des plans de la Maison Blanche pour "chiléniser" le Nicaragua et trouver des prétextes qui puissent servir d'obstacles à la signature de la paix.

On ne peut guère parler de hasard quand on observe qu'un secteur minoritaire (8 % des ouvriers de la con-

struction et 1 % des mécaniciens soit environ 300 personnes), refusant toute négociation, tentant de créer le désordre, et que l'opposition saisit le prétexte de cette impasse pour quitter en bloc le dialogue national, alors qu'en ce moment le processus de paix est en jeu.

Ce n'est pas par pure coïncidence non plus que la délégation de la Contra insiste constamment sur le thème de la "démocratisation", attendant qu'on lui serve des occasions. Le 29 avril, Adolfo Calero, dans un "message au peuple nicaraguayen", a déclaré que la Contra "ne vient pas se substituer aux partis politiques", ce qui est une façon de montrer la collusion entre ceux-ci et la Contra pour avancer dans la même direction.

A. Calero a également exprimé, lors de sa première conférence de presse à l'occasion de la réunion à Managua, la "profonde préoccupation" de son organisation à propos de la "répression contre les travailleurs de la construction et les mécaniciens".

Le but des Etats-Unis est de "chiléniser" le Nicaragua pour provoquer le mécontentement de la population et déclencher une invasion. La distance entre la Contra armée et celle qui ne l'est pas, mais dont l'action est complémentaire dans la tactique de Washington, se réduit à toute vitesse, disait le président Ortega en décembre dernier. La suite des événements et les positions qu'adopteront les partis politiques confirmeront s'il s'agit là d'un nouveau front.

UN ESPOIR DE CHANGEMENT DANS LA COMMERCIALISATION DE LA BANANE

par Ricardo Pino Robles.

Managua, avril (ANN). Le Nicaragua signifie un espoir "pour rompre l'une des structures injustes de l'économie mondiale, celle de la commercialisation des bananes sur les marchés internationaux" a affirmé Ursula Brunner, membre de la direction de "GEBANA". Cette société suisse, fondée en mars 1988, qui lutte en faveur d'une commercialisation plus équitable des bananes, s'est fixé le but de promouvoir la vente de ce produit nicaraguayen.

Interviewée par ANN lors de son passage au Nicaragua, Ursula explique que les origines de GEBANA remontent au mouvement féminin suisse, lui-même issu du travail social de l'Eglise évangélique en 1972, qui avait pour but d'amener la population suisse à prendre conscience de l'injustice des structures économiques mondiales. Celles-ci ne bénéficient qu'aux pays industrialisés au détriment des nations pauvres, et la commercialisation des bananes en Europe en est un exemple.

Le monopole du commerce des bananes a toujours été aux mains des multinationales, rappelle Ursula, en précisant que c'est l'entreprise de commercialisation "COMUNBANA" de l'UPEB (union des pays exportateurs de bananes) qui, la première, a tenté de rompre cette domination.

Cependant, non seulement les entreprises multinationales ont usé de tout leur pouvoir et de leurs influences économiques pour "fermer les marchés" à COMUNBANA, mais encore elles ont fait pression sur les pays producteurs de bananes. Le résultat de ces manoeuvres a été qu'aucune plantation indépendante ou d'Etat n'a accepté de vendre sa production à COMUNBANA pour qu'elle la commercialise. Ayant commencé à exporter en 1978, elle a dû fermer en 1982 faute de pouvoir se maintenir sur les marchés.

La volonté des multinationales s'était accomplie.

Pourtant, lorsqu'en mai 1985 le gouvernement des Etats-Unis a imposé l'embargo économique au Nicaragua et lui a fermé le marché étatsunien, les bananes nicaraguayennes sont arrivées en Europe pour la première fois de façon directe. "C'est ainsi qu'est né l'espoir de commencer à changer les rapports injustes du marché international".

Etant donné que le Nicaragua n'a pas encore beaucoup d'expérience dans le domaine de la commercialisation des bananes, dit Ursula Brunner, "nous avons commencé par promouvoir les ventes depuis la base, avec les consommateurs, afin d'accroître la demande", bien que, reconnaît-elle, ce soit "très difficile".

Une façon originale de se solidariser avec le Nicaragua est d'être parvenu à un accord avec les importateurs suisses pour fixer un prix rehaussé de dix centimes de dollar par kilo de bananes, appelé "prix de la solidarité", grâce auquel des fonds sont réunis pour mettre en oeuvre des projets qui visent à améliorer les conditions sociales des travailleurs des plantations et à augmenter la production.

A ce propos, Ursula Brunner explique qu'en mars dernier GEBANA a installé un dispensaire dans le département de Chinandega, pourvu de tout l'équipement nécessaire, d'une ambulance et d'une pharmacie. La société suisse a également assuré le salaire d'un médecin pour une durée de deux ans.

GEBANA collabore actuellement au financement d'un laboratoire, qui est un projet important pour deux raisons. Tout d'abord parce que l'exploitation des bananes est une affaire "très compliquée" et que cela nécessite l'aide de la recherche scientifique, ensuite, parce qu'à cause de la nationalisation de l'entreprise bananière, la Standard Fruit Company s'est retirée du Nicaragua en 1982 en emportant avec elle tout l'équipement et les in-

stallations indispensables à la bonne marche de la plantation. La dirigeante de la société suisse insiste sur le fait que GEBANA ne commercialise pas la banane, mais promeut la consommation de ce produit nicaraguayen, car c'est une façon d'exprimer sa solidarité avec un pays qui ose défier le monopole des multinationales et jeter les bases d'un changement futur dans les structures de l'économie mondiale qui étouffent les pays en voie de développement.

Ce mouvement de solidarité n'est pas seulement présent en Suisse. Il s'est également propagé en Allemagne Fédérale, et GEBANA souhaite l'étendre à d'autres pays européens, tels que la Hollande et la Belgique.

Pour la petite économie agro-exportatrice du Nicaragua, la banane représente le quatrième produit rapportant des devises, après le café, le coton et l'or. Au cours de ces deux dernières années, le nombre des bananes exportées a été de l'ordre de 4 millions de caisses (de 18,4 kilos) par an, qui ont rapporté annuellement environ 14 millions et demi de dollars.

Chaque semaine, un peu plus de 80 mille caisses de bananes nicaraguayennes sont acheminées vers l'Europe, provenant de 27 mille hectares de bananeraies. Ceci confirme la volonté du gouvernement sandiniste de surmonter les difficultés et de faire échec aux sanctions économiques que Washington a imposées au Nicaragua parce que ce pays a eu le front de chercher une voie de développement indépendante des intérêts étatsuniens.

MANAGUA, LE TEMPS RETROUVE

par Raquel Fernandez.

Managua, (ANN). Managua est une ville écartelée et poussiéreuse, malmenée par les cataclysmes et les conflagrations, au coeur d'un pays où l'histoire s'est emballée et avance comme un ouragan.

Elle qui était restée, pendant des décennies, provinciale et somnolente, un réveil violent l'a condamnée à se transformer sans qu'elle l'ait voulu en capitale cosmopolite et sous-développée.

Managua de nos rêves et de nos cauchemars, qui s'étend comme un cancer avec ses alluvions humaines arrachées par l'histoire aux régions reculées du pays et du monde, méconnue de tous, aussi bien des vieux habitants des anciens quartiers aujourd'hui disparus que des nouveaux, aussi bien des amis que des ennemis qui viennent y chercher la confirmation de leurs convictions...

Managua, qui a été détruite trois fois - par deux tremblements de terre en 1931 et 1972 et par la guerre brève mais dévastatrice de 1979 - commence à se modeler un

nouveau visage. Certains traits ont disparus, semble-t-il, à jamais. D'autres ont survécu. Quelques nouveaux contours ont surgi pour s'effacer presque aussitôt. Enfin il y a ceux qui sont à l'état de projets, ardemment défendus.

DES MANIERES ET DES MODES

La mode venue des pays où il fait froid l'hiver, avec ses bas nylon et ses cravates obligés, fait partie des aspects qui ont peu de chances de réapparaître. Avant, il était de bon ton de suivre la mode de Paris, de Rome ou de Londres. C'est ainsi que, sous nos climats torrides, on voyait dames et demoiselles cuisant à petit feu dans des vêtements conçus pour des températures au-dessous de zéro. Par exemple, toute femme qui se respectait ne pouvait sortir de chez elle sans bas. Les secrétaires, les mécanographes, les employées de bureau et autres plumitives de basse qualification et au maigre salaire devaient, sous peine de perdre leur emploi, se saigner aux quatre veines pour satisfaire à cette obligation barbare.

Les hommes n'étaient pas mieux lotis. Dans notre enfer vert de palmes et d'hévéas, ils devaient subir la torture quotidienne du costume-cravate, de préférence de couleur sombre, qui tient encore plus chaud, puisque c'est ainsi que s'habillaient les hommes élégants de Washington ou de New York, villes régulièrement recouvertes d'une bonne couche de neige mais modelés du bon goût pour des esprits néocolonisés.

Avec la révolution, le Nicaragua a recouvré son indépendance jusque dans la mode vestimentaire. L'élégance qui consistait à obéir aveuglement aux décrets de créateurs européens a fait place à une nouvelle conception: le critère est désormais dans l'adaptation artistique du vêtement au mode de vie. C'est ainsi qu'a été créée une dynamique école de stylistes nationaux, qui ont déjà organisé des défilés pour présenter leurs créations, emportant chaque fois l'adhésion du public et des spécialistes.

Cette conquête bénéficie tant aux révolutionnaires convaincus qu'aux réactionnaires récalcitrants: un vêtement joyeux et pratique envahit peu à peu les rues de Managua.

LES CRIEURS DU BUS

Managua d'après le tremblement de terre ne ressemble pas à une vraie ville. C'est plutôt un agglomérat chaotique de villages, de bourgades et de hameaux, reliés entre eux par des routes aux noms parfois un peu ronflants. Il est fréquent de devoir parcourir vingt km pour aller au travail, au centre commercial ou au cinéma, et quelqu'un qui habite à cinq km de chez vous est votre voisin.

On comprendra pourquoi les transports sont un des aspects essentiels de la vie quotidienne. Mais depuis le

tremblement de terre, ils ont toujours été horribles. Avant la révolution, de grands bus tout démantibulés parcouraient laborieusement les rues sans asphalte, suivant des trajets qui variaient selon l'humeur du chauffeur ou l'adresse de sa nouvelle petite amie. Pour rendre les choses un peu plus faciles, un subalterne à la voix de stentor se tenait près de la porte du fond et, à chaque arrêt, criait à pleins poumons le nom des stations suivantes: "las Piedrecitas- Siete Sur - Zumen - Julio Martinez - Plaza España - Tribunales - Palacio - Gancho de Caminoorientaaaaal".

Maintenant, un peuple qui sait lire et écrire n'a pas besoin de ces crieurs. Des trajets bien définis et des stations suffisamment signalées les ont rendus superflus. Chacun sait exactement le bus qu'il doit prendre et où il doit l'attendre. Les receveurs-crieurs d'autrefois, qui agrémentaient le voyage de leur rengaine et de leurs pirouettes sur les garde-boue, tout en faisant des commentaires d'un goût douteux sur les passagers, appartiennent au passé. Et nous sommes un certain nombre à ne pas le déplorer.

LA TERREUR VOYAGEAIT EN JEEP

Par contre, personne ne regrette les Jeeps de la brigade spéciale de lutte contre le terrorisme, les "BECAT" de la garde somoziste.

C'était des véhicules vert-de-gris, dans lesquels prenaient place quatre ou six gardes casqués, leurs mitraillettes ou leurs fusils "Garand" toujours pointés vers l'extérieur, chargé et prêts à faire feu. Il suffisait d'une ornière trop profonde, d'un bruit inattendu ou simplement d'un visage qui ne leur revenait pas pour que la situation dégénère en boucherie. Dans tous les cas, les gardes n'avaient qu'à dire que quelque chose leur avait paru suspect et leurs chefs les couvraient. Parfois même, les coupables étaient décorés pour leur zèle à maintenir l'ordre public.

Les BECAT ont disparus à jamais. Maintenant, ce sont les patrouilles de la police sandiniste et les camions militaires "IFA" qui circulent dans les rues. Les contribuables critiquent volontiers l'audace juvénile de leurs chauffeurs ainsi que leur goût prononcé pour les sirènes. Mais comparés au comportement des occupants des BECAT, ce ne sont que péchés véniels. Même les organisations les plus farouchement opposées au gouvernement sandiniste bénéficient de cette évolution: leurs manifestations reçoivent la protection de la police. Certes un tantinet bruyante à cause des sirènes, mais c'est une protection. Pas des balles.

PANAMA: UN PAYS ENCORE DEBOUT

par Arqueles Morales, envoyé spécial ANN.

Panama, (ANN). Après dix ans de crise et deux de blocus décrété par les Etats-Unis, "la vérité est qu'ils ne sont pas parvenus à nous mettre à genoux. Nous continuons à défendre notre souveraineté, conscients de ce que le destin des générations futures est en jeu" a dit le nouveau ministre des Affaires étrangères, Jorge Ritter, à notre correspondant au Panama.

Avocat de 35 ans, ex-ministre de l'intérieur et ancien ambassadeur en Colombie, J. Ritter est l'un des sept nouveaux ministres que le chef de l'Etat Manuel Solis Palma a fait entrer au cabinet "afin que soient représentées au gouvernement les forces patriotiques qui ont conduit la résistance contre l'ingérence des Etats-Unis. Le Mexique a annoncé officiellement qu'il continuerait à envoyer le pétrole convenu au Panama au moment où ce pays en a grand besoin, car le carburant commence à manquer. Le Pérou de son côté a changé son attitude initiale après que l'assemblée a destitué l'ex-président Erick Delvalle et se prononce maintenant contre l'agression économique des Etats-Unis.

Quant à l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, ils se sont déclarés préoccupés par les méthodes dont use Washington pour assurer son hégémonie sur le pays du canal. Dans ce cadre, la question est évidente: quelle importance revêt le contexte latino-américain pour le Panama en lutte ? L. Ritter répond:

"Historiquement, depuis l'époque de Bolivar, nous autres Panaméens avons donné des preuves de notre vocation latino-américaine et ce n'est pas un hasard si s'est tenu ici le congrès convoqué par le libérateur. Par la suite, l'Amérique latine s'est trouvée à nos côtés dans notre lutte pour la récupération de notre souveraineté guidée par le général Torrijos.

Dans ces circonstances nouvelles créées de toutes pièces par les Etats-Unis pour prolonger leur présence militaire dans notre pays au delà de l'an 2000, au mépris du traité Torrijos/Carter, la compréhension et la solidarité latino-américaines ne pouvaient nous faire défaut. Il est vrai qu'au début les gouvernements se sont montrés prudents, attentifs à la constitutionnalité. Mais ensuite, la brutalité de l'agression des Etats-Unis a dissipé tous les doutes. Le congrès continental des syndicats qui se tient en ce moment ici est une preuve de cette solidarité".

Va-t-on assister à des changements dans la politique extérieure du Panama ? La réponse de J. Ritter est claire:

"Notre politique ne changera pas d'un pouce: nous continuerons à être non-alignés, tiers-mondistes, anti-impérialistes, latino-américains. C'est la ligne tracée par Tor-

rijos depuis les années 70 et nous nous y tenons, car nous avons la pleine conviction que nous remplissons une mission historique qui aboutira à notre libération définitive lorsque l'enclave coloniale des Etats-Unis au Panama aura complètement disparu".

Dans un autre ordre d'idée, J. Ritter fait référence aux derniers événements: la "croisade civique", mouvement de droite, a fait une manifestation sans autorisation qui s'est affrontée aux forces de défense, causant plusieurs blessés et l'arrestation d'une vingtaine de personnes. "Le fond de l'affaire est tout autre: au local du syndicat des industriels et dans celui de l'association des spécialistes en odontologie, les autorités ont découvert des bombes, des plans de la ville et des documents qui prouvent l'existence d'un complot visant à provoquer des troubles pendant trois jours pour tenter de renverser le gouvernement.

Il est clair qu'aucun pays ne peut permettre ce genre de choses et, par conséquent, l'ordre de détenir des dirigeants de la "croisade civique" et de les placer sous la garde des autorités n'est rien d'autre qu'un acte de défense de l'Etat face à la menace de subversion de l'ordre constitutionnel".

A propos du Nicaragua, thème par lequel se finit notre entretien, le nouveau ministre nous déclare: "Nous ne pourrions jamais oublier que le gouvernement et le peuple frère du Nicaragua ont été les premiers à nous exprimer leur solidarité militante au moment où les Etats-Unis ont lancé leur agression économique et commerciale contre nous et ont accumulé des troupes nouvelles dans la zone du canal pour faire peser sur nous la menace d'une intervention armée.

PANAMA: SANCTIONS ECONOMIQUES OU INTERVENTION MILITAIRE ?

par Hernan Valle Sanchez.

Panama, (ANN) . "Les Etats-Unis, l'Amérique latine et l'Europe doivent mettre le Panama en quarantaine et augmenter les sanctions économiques, diplomatiques et politiques jusqu'à ce que le général Noriega quitte le pays" a affirmé au cours d'une conférence de presse le leader de la démocratie chrétienne, Ricardo Arias Calderón.

Cette déclaration, même si elle inclue l'Amérique latine et l'Europe, s'adresse principalement aux Etats-Unis, puisque ce sont eux qui contrôlent l'économie panaméenne. Celle-ci traverse une crise grave depuis le gel des 50 millions de dollars de la Banque nationale du Panama qui sont en dépôt dans les banques étatsuniennes.

Tandis que R. Arias Calderón demande davantage de sanctions, des milliers de Panaméens, interrogés par les radios locales, se plaignent de la situation économique que les Etats-Unis ont créée. La pénurie de monnaie en circulation, de produits élémentaires, se fait durement sentir. "Nous n'avons pratiquement plus de médicaments", explique un médecin de la sécurité sociale, qui couvre 80 % de la population. Dans les rares supermarchés où l'on trouve encore quelque chose, les prix se sont envolés et il n'y a que peu de clients. Le manque d'argent liquide qu'a provoqué le retrait des dollars par les banques (il n'y a pas de monnaie nationale) confronte sans doute pour la première fois les Panaméens à une crise de l'approvisionnement.

R. Arias Calderón s'est prononcé en faveur des sanctions actuelles et pour leur augmentation. Mais il n'a pas voulu faire de commentaires quand un journaliste lui a demandé si elles ne pénalisent pas également les industriels et les commerçants qui depuis six mois ont entrepris une campagne contre le général Noriega répondant aux consignes de la croisade civique. Ce mouvement a vu ses rangs s'amenuiser quand les intérêts économiques de sa base ont commencé à être affectés par la crise.

Cependant, le dirigeant démocrate chrétien a écarté la possibilité de demander aux Etats-Unis une intervention militaire, bien que son parti réclamait encore une semaine auparavant "des actions concrètes, y compris militaires, pour obliger Noriega à partir et rétablir la démocratie".

Cette nouvelle position de R. Arias Calderón correspond à la perte d'influence de la croisade civique dont l'appel à l'intervention a eu pour conséquence que beaucoup de Panaméens se sont retirés de l'opposition. La population du Panama, qui généralement s'intéresse peu à la politique, est cependant extrêmement sensible à tout ce qui a trait à sa souveraineté et aux relations avec les Etats-Unis, auxquels elle a été associée par la force des choses, dans un rapport d'inégalité, à cause du canal.

R. Arias Calderón n'a pas voulu préciser quelles sont ses relations avec Erick Delvalle. Les démocrates chrétiens se sont opposés à l'ex-président pendant des mois, puis l'ont soutenu au moment où l'Assemblée nationale a décidé de le destituer et de le remplacer par Manuel Solis Palma. Parlant "depuis le territoire panaméen" E. Delvalle, dont on dit qu'il se trouve dans une caserne états-unienne dans la zone du canal, a accusé R. Arias Calderón de "trahir la démocratie". Il a insisté sur le fait que "la seule alternative est que le président Reagan donne l'ordre d'une intervention militaire".

EN BREF :

CELEBRATION DU 1er MAI

Managua (ANN). La journée internationale du travail a été célébrée par la centrale sandiniste des travailleurs (CST) et par l'association des travailleurs de l'agriculture (ATC) dans les 7 principales villes du pays où des membres de la direction nationale du FSLN ont prononcé des discours.

A Managua, le président Ortega a pris la parole pour faire le point sur les négociations avec la Contra. Il a également évoqué la situation syndicale et a fustigé l'attitude des centrales syndicales de gauche, rappelant qu'avant le triomphe de la révolution, un grand portrait de Somoza trônait dans leur local. A propos de la grève des ouvriers de la construction et des mécaniciens, le président a déclaré:

"Nous avons l'obligation de démasquer ceux qui manipulent les travailleurs. (...) Il est plus facile aux grévistes de manifester contre la révolution que contre la politique impérialiste ou contre l'oligarchie et les partis de droite". Il a demandé aux dirigeants des syndicats de droite et de gauche de démontrer le courage qu'ils préconisent "en prenant le fusil et en allant au front, ou au moins en protestant contre l'agression yankee".

Par ailleurs, le conseil permanent des travailleurs, qui regroupe le syndicat lié au parti communiste, celui lié au parti socialiste nicaraguayen ainsi que deux centrales appartenant à la coordination démocratique nicaraguayenne (CDN, groupement de partis, de syndicats et d'organisations professionnelles de droite) avait organisé sa célébration près du marché oriental, centre de la spéculation et des activités illégales.

Près de trois mille personnes ont parcouru les rues de ce secteur en une manifestation hétérogène, aux slogans contradictoires. On a pu voir par exemple une pancarte sur laquelle il était écrit: "*Le marché noir avec la CUS*", mot d'ordre qui rappelle que ceux qui s'adonnent aux activités illégales soutiennent la centrale d'unité syndicale (appartenant à la CDN).

SECHERESSE: PREMIER BILAN DE L'AIDE INTERNATIONALE

Managua, (ANN). L'aide alimentaire reçue par le Nicaragua en réponse solidaire aux effets dramatiques de la dernière sécheresse s'élève à plus de 5 millions de dollars. Après l'appel urgent lancé par le gouvernement en décembre dernier à la communauté internationale et destiné à trouver les moyens de venir en aide aux 500'000 personnes victimes de la sécheresse, la première réponse officielle est venue du programme alimentaire mondial de l'ONU. L'engagement a été pris de livrer cette année 5'880 tonnes d'aliments, parmi lesquels du riz, de l'huile végétale, des haricots et du lait en poudre, pour un montant de 3,5 millions de dollars.

Le 15 mars de cette année, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il livrerait 400 tonnes de haricots qui équivalent à environ 08, million de dollars. Enfin, comme nous l'annoncions dans le bulletin précédent, le gouvernement suédois a fait une donation d'environ 1,8 million de dollars destinée à l'achat de haricots sur le marché mexicain à des prix préférentiels.

D'après le bilan officiel, la sécheresse a provoqué la perte de 46'400 tonnes de riz, de haricots et de sorgho. On estime que les dommages causés à l'économie s'élèvent à 100 millions de dollars.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

